



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Jean-Baptiste BELLON

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE DE FREMECOURT

Hotel de ville

Rue de Cléry

95830 FREMECOURT

A Cergy-Pontoise Cedex, le 28/03/2022

numéro : dp25422B0003

adresse du projet : 1 ALLEE DU VILLAGE 95830 FREMECOURT

nature du projet : Remplacement de menuiseries

déposé en mairie le : 17/02/2022

reçu au service le : 28/02/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

demandeur :

MME KEHREN ANNE
1 ALLEE DU VILLAGE
95830 FREMECOURT

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- Prescriptions motivées (1)

La porte charretière (portail) doit être en bois à lames verticales.

Les volets, la porte d'entrée et la porte charretière doivent être en bois peints de teinte soutenue : gris (RAL 7009/7023/7039), beige gris (RAL 1019), vert foncé (RAL 6009), brun rouge (RAL 3007) ou bien de ton pastel : gris vert, gris beige, gris bleuté y compris les barres et ferrures.

L'architecte des Bâtiments de France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bellon', with a horizontal line drawn underneath it.

Jean-Baptiste BELLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.